JOURNAL
DES ÉLECTIONS POLITIQUES DE LA JEUNESSE

ÉLECTIONS 2024 *JEUNES CSC*

ÉLECTIONS 2024

TU NE SAIS PAS POUR QUI VOTER ?

ON T'AIDE À TE DÉCIDER !

SI TU NE T'OCCUPES PAS DE POLITIQUE, LA POLITIQUE S'OCCUPERA DE TOI !

Le 9 juin 2024, toi et près d'un million d'autres jeunes iront voter pour la première fois à l'occasion des élections politiques en Belgique. Choisir à quel parti politique donner sa voix ne va pas de soi et il n'est pas toujours facile de faire la part des choses entre les discours politiques et les mesures concrètes que proposent les partis.

La politique est partout : dans notre salaire à la fin du mois, dans l'air que nous respirons, dans la qualité de notre enseignement, dans nos conditions de travail de jobistes, dans l'accès à un emploi ou au chômage et même dans la météo du jour !

Tu dois aussi savoir qu'en Belgique, nous vivons dans une société très inégalitaire. En effet, le 1 % des plus fortuné·e·s possède autant que les 70 % les plus pauvres et cette situation est le résultat de choix politiques. Différents intérêts s'affrontent à travers les mesures concrètes défendues par les partis : ceux des travailleur·euse·s ou des employeurs, ceux des grandes entreprises ou des petites, ceux des plus pauvres ou des plus riches.

En tant qu'organisation de jeunesse syndicale, les Jeunes CSC aspirent à construire une société juste, égale et solidaire par et pour les jeunes. Dans ce journal, tu trouveras un tableau des programmes des six grands partis francophones comparés à nos propres propositions pour améliorer la vie et le travail des jeunes.

J'espère que ce journal te sera utile, tu pourras ainsi donner ta voix au parti qui correspond le mieux aux intérêts que tu souhaites défendre !

Nel Van Slijpe, Responsable National des Jeunes CSC

PROTÈGE-TOI, SYNDIQUE-TOI !

JEUNES CSC

*Placement des partis basé sur leur position dans l'hémicycle du parlement fédéral avant les élections 2024 (de gauch

REVENDICATIONS	PS	PTB	ECOLO
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR **1.** Un refinancement ambitieux et public de l'enseignement supérieur. **2.** Une réduction des frais d'inscription. **3.** Des repas à deux euros pour les étudiant·e·s. **4.** Le retrait de la réforme du décret paysage.	**1.** Le PS défend la fin du système d'enveloppe fermée et une progression du financement liée au nombre d'étudiant·e·s. Cependant, d'après eux, cela ne sera pas possible dans les prochaines années au vu de la situation budgétaire de la Fédération Wallonie-Bruxelles. **2.** Non, mais le gel du minerval et son extension se trouvent dans le programme. **3.** La proposition du PS est de donner accès à des repas de qualité à 2 euros aux étudiant·e·s boursier·ère·s et aux plus modestes. **4.** Le PS souhaite réaliser une évaluation globale des différentes mesures qui touchent à la progression de l'étudiant·e dans ses études. Le décret paysage est donc critiqué mais il n'y a pas de formulation claire sur la nécessité du retrait de la réforme.	**1.** Le PTB propose de lier le financement de l'enseignement supérieur à la hausse du nombre d'étudiant·e·s et ainsi de le faire correspondre aux besoins. Dans un premier temps, pour combler le manque d'investissement des dernières années, le PTB veut injecter 300 millions d'euros. **2.** La proposition du PTB est de diminuer drastiquement les frais d'inscription pour tendre à leur suppression à terme. Les montants en cas de diminution ne sont pas précisés. **3.** Non, cela ne se trouve pas dans le programme. **4.** Le PTB souhaite revenir sur la réforme du décret paysage et dénonce l'obligation de réussir les 60 premiers crédits de la formation en deux ans maximum.	**1.** Ecolo souhaite sortir progressivement du système d'enveloppe fermée et accélérer le refinancement de l'enseignement supérieur. **2.** Concernant le minerval, pour Ecolo, il doit davantage être modulé selon les revenus. Il n'est pas précisé si c'est uniquement à la baisse ou aussi à la hausse. **3.** La proposition d'Ecolo est de donner accès à des repas sains aux étudiant·e·s boursier·ère·s, sans préciser le montant de ces repas. **4.** Ecolo demande d'évaluer le décret paysage au regard de la réussite des étudiant·e·s et d'apporter les modifications nécessaires, notamment les seuils de réussite, pour éviter l'allongement de la durée des études. Le décret paysage est donc critiqué mais il n'y a pas de formulation claire sur la nécessité du retrait de la réforme.
STAGE (DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR) **5.** Des contrats obligatoires et réglementés. **6.** Une rémunération pour les stagiaires. **7.** Un remboursement des frais engendrés par le stage.	**5.** Oui, le PS préconise d'établir des conventions-cadres types pour tous les domaines de stage. **6.** Le PS ne propose pas de rémunérer tou·te·s les stagiaires mais de rémunérer les stagiaires dans les professions de soin et de care. **7.** La proposition du PS n'est pas dirigée vers tou·te·s les stagiaires ; ils souhaitent le défraiement des coûts de stage pour tout·e étudiant·e aux conditions financières modestes.	**5.** Le PTB préconise la création d'un statut de «travailleur·se-stagiaire», comprenant des droits et protections. **6.** Oui, le PTB souhaite une rémunération des stagiaires après une période d'observation dont la durée reste à définir. **7.** Oui, le PTB exige que les lieux de stages remboursent toutes les dépenses des stagiaires.	**5.** Ecolo préconise de mieux encadrer les stages. **6.** Ecolo ne propose pas de rémunérer tou·te·s les stagiaires mais de rémunérer les étudiant·e·s stagiaires des filières de la santé et du soin. **7.** Oui, la proposition d'Ecolo est de prendre en charge les coûts liés aux stages (repas, uniformes, transports).
ALTERNANCE **8.** Organiser l'alternance uniquement par les CEFA (pour les jeunes en obligation scolaire). **9.** Une rémunération horaire au salaire minimum du secteur (à la place d'un forfait).	**8.** Non, le PS souhaite mettre en place deux systèmes d'alternance, un avec une plus grande place à la pratique et l'autre aux cours généraux. **9.** Non, cela ne se trouve pas dans le programme.	**8.** Non, cela ne se trouve pas dans le programme. **9.** Oui, le PTB propose un salaire horaire décent pour le travail des apprenti·e·s, et pas un forfait.	**8.** Oui, Ecolo propose de lutter contre la concurrence entre les prestataires de l'alternance (CEFA, IFAPME/SFPME) en répartissant leurs périmètres selon l'âge d'obligation scolaire. **9.** Non, mais Ecolo propose de doter les travailleur·se·s en apprentissage d'un statut digne.
TRANSPORTS EN COMMUN ET LOGEMENT **10.** Un abonnement à 12 euros pour tous les transports, pour les étudiant·e·s. **11.** Une augmentation significative du nombre de logements publics pour étudiant·e·s.	**10.** Oui, le PS veut instaurer progressivement la gratuité totale. d'après eux, pour y parvenir, il faut dans un premier temps rendre gratuit l'ensemble des transports publics, y compris les trains, pour les moins de 25 ans et l'ensemble des étudiant·e·s. **11.** Le PS a trois types de propositions. Une première avec des investissements publics afin d'augmenter le nombre de logements pour étudiant·e·s. Une seconde avec des logements privés mis en location à des prix abordables à l'aide des agences immobilières sociales. Et une dernière en rendant obligatoire l'encadrement du prix des loyers.	**10.** Le PTB souhaite se diriger vers la gratuité pour tou·te·s, pas que les étudiant·e·s. **11.** Pour le PTB, la vision du logement est d'abord publique. Ils proposent d'augmenter l'offre de kots de qualité à prix abordable en construisant et rénovant des kots publics. Une autre de leurs mesures est de plafonner les prix de location en fonction de critères objectifs. Ils estiment que les logements publics doivent être accessibles à une large partie de la population.	**10.** Oui, Ecolo veut étendre à la SNCB la politique de quasi-gratuité ciblée mise en œuvre à la STIB et au TEC. Il y aurait donc un abonnement à 12 euros incluant les transports régionaux (bus, tram) et la SNCB. **11.** Ecolo a deux types de propositions : une première avec des investissements publics pour augmenter le nombre de logements pour étudiant·e·s, et une seconde avec des logements privés mis en location à des prix abordables à l'aide des agences immobilières sociales.
SALAIRE **12.** La suppression de la loi 96 qui empêche de négocier des augmentations salariales **13.** Fin de la discrimination salariale basée sur l'âge et le statut. **14.** Un accès à la sécurité sociale pour les étudiant·e·s jobistes et une diminution du nombre d'heures pour les jobs étudiants.	**12.** Oui, le PS souhaite rétablir le caractère indicatif de la loi de 1996. **13.** Oui, le PS propose la fin de la discrimination salariale basée sur l'âge et le statut. **14.** Oui, le PS propose d'ouvrir des droits sociaux aux étudiant·e·s jobistes. Pour le nombre d'heures étudiantes, rien ne se trouve dans le programme du PS.	**12.** Oui, le PTB souhaite rétablir le caractère indicatif de la loi de 1996. Cette proposition est fortement mise en avant dans le programme. **13.** Oui, le PTB propose la fin de la discrimination salariale basée sur l'âge et le statut. **14.** Rien sur les droits sociaux pour les étudiant·e·s jobistes. Pour les heures étudiantes, pas de propositions directes mais une proposition d'imposer aux employeurs d'augmenter le nombre d'heures de leurs propres travailleur·euse·s à temps partiel avant d'engager des étudiant·e·s ou des intérimaires.	**12.** Oui, Ecolo souhaite rétablir le caractère indicatif de la loi de 1996. **13.** Non, cela ne se trouve pas dans le programme. **14.** Oui, Ecolo demande d'augmenter la cotisation de solidarité (pour les étudiant·e·s) afin qu'ils et elles se constituent des droits au chômage et à la pension. Pour les heures étudiantes, rien n'apparaît sur le sujet dans le programme.
ACCÈS À LA SÉCURITÉ SOCIALE **15.** Un accès facilité aux allocations d'insertion (sans condition de diplôme, stage de 75 jours et accès au droit jusque 30 ans sans limiter les allocations dans le temps).	**15.** Non, cela ne se trouve pas dans le programme.	**15.** Le PTB propose de faciliter le droit aux allocations d'insertion : sans condition de diplôme, avec accès au droit jusqu'à 30 ans et sans limiter les allocations dans le temps.	**15.** Ecolo est favorable à revenir sur la limite d'âge à 30 ans et à mettre fin à la condition du diplôme. La fin de la limitation dans le temps des allocations ne figure pas dans le programme.
EMPLOI DE QUALITÉ **16.** Une réduction collective du temps de travail avec maintien du salaire et embauche compensatoire, ainsi qu'une 5ème semaine de congés payés.	**16.** Oui, le PS propose une semaine supplémentaire de congé payé. Pour la réduction du temps de travail, le PS propose aussi de réduire le temps de travail à 35 heures pour les personnes de plus de 50 ans et à 32 heures pour les personnes de plus de 55 ans. À long terme, le PS souhaite généraliser cette mesure.	**16.** Oui, le PTB propose une semaine supplémentaire de congé payé. Pour la réduction du temps de travail, le PTB propose aussi de réduire le temps de travail à 30 heures, en commençant par le service public, les métiers pénibles et les personnes plus âgées.	**16.** Ecolo ne propose pas une cinquième semaine de congé mais propose de réduire le temps de travail à 32 heures par semaine dans les métiers pénibles. Avec la perspective à long terme de tendre vers une norme de 32 heures par semaine pour tou·te·s.

ÉLECTIONS 2024

ne à droite)

DÉFI	LES ENGAGÉS	MR	CE QUE NOUS RETIENDRONS
1. DÉFI propose d'augmenter le montant de l'enveloppe fermée allouée au financement de l'enseignement supérieur. **2.** Non, cela ne se trouve pas dans le programme. **3.** Non, cela ne se trouve pas dans le programme. **4.** Le décret paysage est critiqué mais il n'y a pas de formulation claire sur la nécessité du retrait de la réforme du décret paysage.	**1.** Les Engagés proposent d'ouvrir l'enveloppe fermée pour refinancer l'enseignement supérieur. Il est aussi précisé qu'il faudra une collaboration entre les niveaux de pouvoir en raison des limites budgétaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles. **2.** Non, seul le gel du minerval se retrouve dans le programme. **3.** Non, cela ne se trouve pas dans le programme. **4.** Le décret paysage est critiqué mais il n'y a pas de formulation claire sur la nécessité du retrait de la réforme du décret paysage.	**1.** Pour le MR, il faut avant tout mieux répartir les budgets en investissant davantage dans les infrastructures, tout en tenant compte des défis budgétaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Le MR souhaite permettre de diversifier les sources de financement, par exemple via le mécanisme du partenariat public-privé. **2.** Non, cela ne se trouve pas dans le programme. **3.** Non, cela ne se trouve pas dans le programme. **4.** Au contraire, pour le MR, cette réforme permet de lutter contre la culture de l'échec et contre l'allongement des études	Une meilleure **qualité de l'enseignement supérieur** passera par un refinancement ambitieux et public. Pour rappel, un·e étudiant·e sur trois se trouve en situation de précarité ; un refinancement permettrait donc aux étudiant·e·s de se consacrer en priorité à leurs études et non à comment les financer. Les solutions pour un **refinancement** sont différentes : les partis de gauche ainsi que les Engagés demandent de sortir du système d'enveloppe fermée, un système actuel qui ne permet pas au budget d'évoluer selon le nombre d'étudiant·e·s et donc selon les besoins. Pour Défi, il faut simplement augmenter le montant de cette enveloppe et pour le MR, il faut ouvrir la voie à des investissements privés. Concernant la **réforme du décret paysage**, les positions des partis restent assez floues, mise à part le MR qui est ouvertement favorable à cette réforme et le PTB qui souhaite revenir sur celle-ci. Elle a été votée en 2021 par la majorité PS/MR/Ecolo. Le PTB a voté contre. Les Engagés et Défi se sont abstenus.
5. Pas directement, mais propose de suivre la décision du Conseil de l'Europe qui demande un cadre de qualité. **6.** Pour DéFI, ces expériences professionnelles, qui impliquent un véritable travail de la part du·de la stagiaire, doivent être rémunérées… comme la décision du Conseil de l'Europe nous l'impose. **7.** Non, cela ne se trouve pas dans le programme.	**5.** Non, cela ne se trouve pas dans le programme. **6.** Les Engagés souhaitent développer l'offre de stages – rémunérés ou non – en entreprise, dans le secteur public et le non marchand. **7.** Non, cela ne se trouve pas dans le programme.	**5.** Le MR n'est pas clair sur le cadre concret de ces stages, si ce n'est qu'ils devraient s'inspirer du fonctionnement des IFAPME. **6.** Le MR souhaite ouvrir la réflexion sur la rémunération des stagiaires. Attention, cette partie se trouve dans le chapitre alternance et pas dans celui de l'enseignement supérieur. **7.** Non, cela ne se trouve pas dans le programme.	Le **remboursement de toutes les dépenses** liées au stage permet de ne pas limiter son choix de stage pour des raisons financières. Seul le PS, Ecolo et le PTB ont des propositions qui vont dans ce sens. La **rémunération des stagiaires** éviterait que des étudiant·e·s se retrouvent à travailler toute la journée (pour leur stage) et en soirée devoir se rendre à leur job étudiant. Pour Ecolo et le PS, il faut uniquement rémunérer les stages dans la santé. Pour le PTB et DéFi il faut rémunérer l'ensemble des stagiaires.
8. Non, cela ne se trouve pas dans le programme de DéFI. Ce dernier veut avant tout répondre aux besoins des entreprises. D'ailleurs, l'exemple de l'IFAPME est cité pour répondre aux besoins des entreprises, mais pas celui des CEFA. **9.** Non, cela ne se trouve pas dans le programme.	**8.** Non, les centres IFAPME pourraient être reconnus comme des écoles subventionnées dont les acteur·rice·s de la formation professionnelle seraient le pouvoir organisateur. **9.** Non, cela ne se trouve pas dans le programme.	**8.** Non, le MR veut rendre les CEFA autonomes, permettre aux entreprises d'en créer, ainsi que de permettre aux entreprises bruxelloises de créer de nouveaux centres de formation en alternance. **9.** Le MR souhaite explorer des mécanismes de soutien financier spécifiques aux étudiant·e·s en alternance.	L'**alternance** est aujourd'hui considérée comme une filière de relégation et est peu coûteuse pour les employeurs qui bénéficient de main d'œuvre bon marché. Seul le PTB défend un salaire horaire pour les apprenti·e·s Il y a des volontés de revoir les structures de l'alternance mais, mise à part Ecolo, aucun parti ne propose d'**organiser l'alternance uniquement par les CEFA pour les jeunes en obligation scolaire** (et donc de dépendre du ministère de l'enseignement et non de l'emploi).
10. Non, DéFI n'est pas favorable aux politiques généralisées de gratuité dans les transports publics. **11.** Non, les solutions de DéFI pour le logement se portent entièrement vers le privé ; la construction de logements publics serait même impossible. DéFI est également hostile à l'encadrement des loyers.	**10.** Non, Les Engagés ne remettent pas en question les tarifs réduits pour les étudiant·e·s mais ne propose pas d'inclure le train dans le tarif à 12 euros. Leur programme propose comme nous de retirer la condition d'âge. **11.** Les Engagés proposent de soutenir le développement de kots pour étudiant·e·s à des loyers modérés. Cependant, leur vision pour le logement est partagée entre investissements publics et incitations pour le secteur privé.	**10.** Non, Le MR ne remet pas en question les tarifs réduits pour les étudiant·e·s et souhaite supprimer le critère d'âge. Cependant, le MR ne propose pas d'inclure le train dans le tarif à 12 euros. Leur objectif est opposé à une vision des transports comme service public ; ils veulent arriver à la libéralisation. **11.** Non, les solutions pour le logement du MR sont avant tout privées. Ils souhaitent inciter le secteur privé à investir et à contribuer au développement de l'offre d'habitat. Et proposent aussi pour les kotteur·se·s une déduction fiscale forfaitaire appliquée à leurs frais de logement au bénéfice des parents.	Sur les **transports**, Écolo, PS et PTB partagent notre revendication et veulent même la **gratuité** à terme (pour PS et PTB). Les autres partis ne défendent pas une réduction des tarifs ou d'aller vers la gratuité. À noter que ces dernières années, les tarifs de la SNCB ont augmenté pour les étudiant·e·s (gouvernement PS/Ecolo/MR). Pour assurer que les **loyers** des kots pour étudiant·e·s soient bel et bien **modérés**, que l'offre soit suffisante et que ces **logements soient de qualité**, la meilleure solution passe par des investissements publics importants. Sur cette question, les partis de droite ont une vision opposée à nos revendications, alors que les partis de gauche défendent majoritairement une vision publique du logement.
12. Non, pour augmenter les salaires, Défi propose de diminuer les cotisations, donc uniquement le salaire net. **13.** Non, cela ne se trouve pas dans le programme. **14.** Non, au contraire, Défi propose des exonérations d'impôts pour les 15 444 premiers euros gagnés par an, et ce pour tous les travailleurs. Rien dans notre programme n'aborde les heures étudiantes.	**12.** La proposition des Engagés est de pouvoir négocier en cas de marge importante et si la marge est nulle. **13.** Non, cela ne se trouve pas dans le programme. **14.** Non, au contraire les Engagés proposent des exonérations d'impôts pour les 1000 premiers euros gagnés par mois et ce pour tou·te·s les travailleur·euse·s. Pour les heures étudiantes, les 600 heures sont considérées comme étant ok.	**12.** Non, pour augmenter les salaires, le MR propose de diminuer les cotisations, donc uniquement le salaire net. **13.** Non, cela ne se trouve pas dans le programme. **14.** Non, au contraire, le MR propose des exonérations d'impôts pour les 15 156 premiers euros gagnés par an, et ce pour tous les travailleurs. Concernant les heures étudiantes, le MR propose de les augmenter à 700 heures.	La solution d'**augmenter les salaires** en répartissant mieux les richesses ne se retrouve pas dans les propositions du MR et de Défi. Les partis de gauche, eux, veulent revenir sur cette loi. Aucun parti ne prend position pour une **diminution du nombre d'heures étudiantes**. Cette mesure devrait s'accompagner d'un financement ambitieux de l'enseignement supérieur pour que les étudiant·e·s puissent se concentrer avant tout sur leurs études.
15. La fin de la limitation dans le temps est proposée par Défi, cependant, ni la condition de diplôme, ni l'accès au droit jusque 30 ans ne sont mentionnés	**15.** Non, il n'y a rien pour améliorer les conditions d'accès aux allocations d'insertion. En revanche, il y a des propositions inverses, comme la limitation à deux ans des allocations de chômage.	**15.** Non, il n'y a rien pour améliorer les conditions d'accès aux allocations d'insertion. En revanche, il y a des propositions inverses, comme la limitation à deux ans des allocations de chômage.	Les **allocations d'insertion** constituent une **sécurité pour les jeunes en début de carrière** et permettent de ne pas se voir obligé·e·s d'accepter un emploi sous-payé et dans des conditions de travail défavorables. Le MR et les Engagés défendent des idées opposées aux nôtres et veulent limiter dans le temps toutes les allocations de chômage. Écolo et le PTB sont les plus proches de nos positions. Le PS ne propose rien pour renforcer l'accès aux allocations d'insertion.
16. Non, Défi propose certaines mesures soit avec perte de salaire direct, soit avec compensation en abaissant le montant de la pension.	**16.** Non, cela ne se trouve pas dans le programme.	**16.** Non, cela ne se trouve pas dans le programme.	Ecolo, le PTB et le PS ont des propositions pour une **diminution du temps de travail** sans perte de salaire. Le PS et le PTB défendent aussi une **5ème semaine de congés payés**.

JEUNES CSC

GAUCHE OU DROITE ?

Chaque parti a une vision de société. En politique, on retrouve en général deux grandes tendances : la gauche et la droite. La gauche se caractérise par un engagement en faveur de l'égalité, de la solidarité et de l'intérêt du plus grand nombre. La droite se distingue plutôt par la valorisation de l'intérêt individuel et le respect des traditions.

Ici, vous pourrez trouver plus particulièrement la vision générale de chaque parti concernant leurs points de programme relatifs à la jeunesse.

Les Engagés

Les Engagés, anciennement connus sous le nom de Parti du Centre Démocrate Humaniste (CDH) jusqu'en 2022, se positionnent sur l'échiquier politique au centre-droit. Leur idéologie vis-à-vis des jeunes se concentre sur l'amélioration de l'accès à l'éducation et au marché du travail par des systèmes d'aides individuelles et par l'activation des chômeur·euse·s plutôt qu'en défendant la sécurité sociale et des augmentations salariales.

Les Engagés prônent un système de responsabilité individuelle au détriment de mesures structurelles pour tou·te·s, tel qu'un renforcement de la sécurité sociale et des investissements publics importants.

PS

Le Parti Socialiste (PS) est l'un des partis de la gauche traditionnelle en Belgique. Le PS a été presque sans interruption dans les gouvernements belges depuis les 30 dernières années. C'est un parti social-démocrate, cela signifie qu'il allie politique sociale avec liberté de marché. Le parti, bien qu'il défende des idées de justice sociale pour les jeunes, oriente souvent ses politiques sur les groupes cibles les plus précarisé·e·s quand il participe à des gouvernements.

Si le parti socialiste affiche de grandes ambitions sociales, celles-ci se heurtent souvent à leur volonté de limiter les dépenses budgétaires et de ne pas intervenir dans la libre concurrence du marché.

ptb

Le Parti du Travail de Belgique (PTB) est le parti se positionnant le plus à gauche de l'échiquier politique belge. Il offre une vision fortement axée sur la solidarité et l'équité. Pour atteindre une société plus égalitaire, il vise à améliorer les conditions de travail, les salaires et à renforcer les services publics pour tou·te·s les travailleur·se·s.

Les propositions du PTB reflètent une approche progressiste visant à éliminer les barrières économiques et sociales auxquelles les jeunes sont confronté·e·s, en mettant l'accent sur l'investissement public et la protection sociale. Pour y arriver, le PTB veut rompre avec les politiques libérales appliquées ces 40 dernières années.

ecolo

Le parti Écologiste (Ecolo) est l'un des partis de gauche en Belgique. Il se distingue par une vision de société vue sous le prisme des questions écologiques. Le parti, bien qu'il partage une idéologie plutôt sociale, propose souvent comme solutions des aides ciblées, c'est-à-dire des aides à l'individu ou au groupe de personnes, plutôt qu'un changement structurel applicable à tou·te·s.

Ecolo propose une approche qui combine la protection de l'environnement avec la lutte contre la précarité, en mettant l'accent sur l'éducation, la mobilité, le logement et l'énergie renouvelable, visant à construire une société plus verte et inclusive pour les jeunes.

DéFI

DéFI se positionne à droite de l'échiquier politique avant le MR. Le parti a une approche modérée, cherchant à adapter l'éducation et l'accès au marché du travail aux réalités actuelles sans s'engager dans des réformes radicales. En se concentrant sur l'efficacité du système éducatif et en privilégiant la collaboration avec le secteur privé, notamment pour les stages et l'alternance, DéFI semble privilégier une logique de marché.

Toutefois, cette orientation peut ne pas répondre pleinement aux besoins de protection sociale et de conditions de travail équitables exprimés par les jeunes, laissant des questions ouvertes quant à l'équilibre entre les exigences du marché et le bien-être des étudiant·e·s et jeunes travailleur·se·s.

MR

Le Mouvement Réformateur (MR) se positionne à droite de l'échiquier politique belge. Le parti adopte une vision axée sur l'équilibre budgétaire et la responsabilité individuelle dans ses propositions pour les jeunes.

Globalement, les propositions du MR semblent s'appuyer sur une logique de responsabilité individuelle et de flexibilisation du marché du travail, avec une confiance dans le rôle régulateur du secteur privé pour répondre aux défis sociaux et économiques. Cette approche peut être perçue comme insuffisante pour garantir une protection sociale robuste et des conditions de travail équitables pour les jeunes, contrastant avec les aspirations à des mesures plus structurelles et collectives pour tou·te·s.

Jeunes CSC